

Malgré une ouverture affichée, Bujumbura ne lâche rien sur le nœud du problème

RFI, 17-06-2015 Burundi : le pouvoir accepte les propositions de l'UA, sous conditions. Après quatre jours d'intenses réflexions, le Burundi vient de réagir au communiqué de la réunion du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine durant le week-end, consacré notamment à la crise que traverse ce pays. Le gouvernement ne dit pas non aux propositions de l'Union africaine, mais il pose ses conditions. Officiellement, le gouvernement burundais se dit prêt à travailler avec les observateurs des droits de l'homme, mais aussi avec les experts militaires qui seront chargés du désarmement des milices au Burundi. Mais le pouvoir pose ses conditions pour leur déploiement.

« Nous disons que nous sommes disposés à travailler avec l'Union africaine », déclare ainsi le ministre burundais des Relations extérieures, Aimé Alain Nyamitwe. Mais qu'en est-il en tout cas des pays dont proviendraient ces experts militaires, leur nombre, le mandat précis qu'ils auront. Tout dépendra de la coopération avec laquelle l'Union africaine prendra dans cette affaire. Il sera difficile, dans ces conditions, de déployer ces observateurs et autres experts dans le délai de deux semaines prévues par le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Le chef de la diplomatie burundaise juge que le plus important dans ce cas, c'est que Bujumbura fait part de sa disponibilité à faciliter une telle mission. Malgré cette ouverture affichée, le pouvoir ne lâche rien sur le nœud du problème burundais, la question du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Le communiqué du conseil ne évoque nulle part, explique le ministre burundais. Même fermeté sur la question du calendrier électoral : « On n'y touche pas », alors que l'Union africaine présente un nouveau calendrier consensuel. « Si le gouvernement dit qu'il veut respecter le constitutionnel est une ligne rouge, cela devrait être compris par tout le monde. Il n'y a pas un seul gouvernement au monde qui accepterait ce genre d'aventure ». Dans ces conditions, difficile de savoir ce qui ferait l'objet du dialogue politique que l'Union africaine appelle de tous ses vœux, puisqu'officiellement les élections communales et législatives prévues dans une dizaine de jours auront déjà eu lieu. Ce refus catégorique de tout changement dans son calendrier électoral fait bien évidemment bondir la société civile. Maître Janvier Bigirimana, est secrétaire général du Foco organisation participant à la campagne Halte au 3e mandat. Selon lui, la communauté internationale doit désormais être plus ferme avec le pouvoir. « Le président Nkurunziza veut continuer son mandat électoral mais il oublie quand même que le dialogue a déjà fait ses fruits dans notre pays. Le parti au pouvoir veut aller aux élections, ce qui est quand même contraire aux valeurs démocratiques. On sait bien aujourd'hui que c'est le seul parti au pouvoir à faire la campagne électorale en solo, en oubliant qu'il devait y avoir une compétition démocratique avec tous les autres acteurs de la vie politique burundaise. Aujourd'hui on veut nous emmener dans une sorte de chaos. Des sanctions plus fermes s'imposent compte tenu de cette arrogance. »